

« L'Europe ne s'est pas encore convaincue qu'elle risque d'être reléguée à un rôle secondaire sur la scène internationale. »

Traduction de l'entretien de Teresa de Sousa pour le journal portugais « Público » paru le 3 juillet 2011 et disponible en portugais sur www.publico.pt (accès réservé aux abonnés).

Réfléchir sur l'Europe est encore sa grande contribution au débat national. António Vitorino vient d'accepter des mains de Jacques Delors la présidence du groupe de réflexion « Notre Europe », fondé par l'ancien Président de la Commission européenne. Il ne voit donc pas la réalité nationale dissociée de la réalité européenne. La conversation avec António Vitorino, ancien ministre, auteur principal du programme socialiste portugais présenté en 2005, commence avec la crise européenne, encore à la recherche d'une réponse, et termine avec les devoirs du Parti Socialiste face à la situation nationale.

L'Union européenne avance depuis un an au bord d'un précipice, sans réussir à résoudre d'une fois pour toute la crise des dettes souveraines ni à convaincre les marchés que la stabilité de l'euro sera maintenue. Pour combien de temps encore sera-t-il possible de poursuivre ce chemin ?

L'Europe doit apprendre rapidement à parler un langage qui soit compris par les marchés. Elle ne l'a pas encore trouvé. Et ce essentiellement pour deux raisons. Premièrement, parce qu'elle manque d'un fil conducteur dans la solution. Les solutions sont engagées au cas par cas et restent ponctuelles, pour répondre à des situations d'urgence, et ont lieu en règle générale à la dernière minute.

La deuxième raison est que nous sommes à un moment très critique où nous risquons d'avoir, dans la gestion de cette crise, la confrontation entre deux légitimités démocratiques. D'une part, la légitimité démocratique d'un pays qui applique un plan d'austérité et qui a besoin de le faire accepter par son opinion publique. Mais nous ne pouvons pas ignorer que, du côté de ceux qui contribuent au financement de ce plan, il y a également un problème de responsabilité face à leurs opinions publiques respectives. Les responsables politiques, d'un côté et de l'autre, laissent le fossé s'élargir entre ces deux légitimités démocratiques.

Ceci peut mener, inclusivement, à ce que la gestion au cas par cas de la crise finisse par être hors de contrôle ?

C'est une situation dangereuse. Il doit y avoir un moment où cette situation est réversible. Et ceci passe par des responsabilités partagées. Les pays qui mettent en œuvre des programmes de sauvetage doivent être clairs dans l'orientation de cette mise en œuvre, qui ne peut pas être l'austérité pour l'austérité. Ce doit être l'austérité au nom d'un horizon d'espoir, et c'est ceci qui manque...

Ça manque, car l'Europe ne leur permet pas cet horizon ?

L'Europe doit montrer qu'il s'agit du respect strict et scrupuleux du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) – mettre les finances publiques en ordre –, mais qu'il s'agit également de remédier aux asymétries de compétitivité, qui sont au cœur de la faible croissance des pays endettés. Et la question de la croissance économique, de la création d'emplois, du renforcement de la compétitivité ne se résout pas d'un jour à l'autre. Il y a encore une troisième dimension très importante : si l'Europe veut être prise au sérieux par les marchés, elle doit trouver une solution qui montre qu'il y a une responsabilité solidaire, du moins pour une partie de la

dette, qui garantisse sa satisfaction à terme. C'est ce que Jacques Delors a appelé la mutualisation d'une partie de la dette accumulée.

Mais ceci a déjà été sur la table, et l'Allemagne l'a rejeté. Comment est-il possible de surmonter ce refus?

Je pense que les dirigeants allemands doivent aussi dire la vérité à leurs électeurs.

Ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'à présent ?

Ce qu'ils n'ont pas fait, du moins pleinement. Angela Merkel a expliqué la semaine dernière, pour la première fois, que c'était dans l'intérêt de l'Allemagne de garantir la soutenabilité de l'euro, car 70% des exportations allemandes sont dirigées à la zone euro et sont donc exemptées des coûts de transaction. C'est une première explication de l'importance économique fondamentale de l'euro pour l'Allemagne. Il y a une deuxième explication, également très importante, sur le degré d'exposition des banques allemandes à la dette des pays périphériques. Cette exposition justifie parfaitement que, en soutenant le paiement de leurs dettes, on protège aussi le système bancaire allemand, qui a des faiblesses et des fragilités souvent minimisées, et qui pourrait difficilement résister, sans grandes perturbations, à une situation catastrophique de défaut de ces pays. Et quand nous parlons de perturbations des banques allemandes, nous parlons également des effets de contagion qu'elles auraient au niveau européen.

Et au-delà de l'Europe...

Effectivement ; l'insistance du Président Obama – ou celle de la Chine – pour que l'Europe résolve le problème grec en témoigne.

La Chine, qui a récemment affirmé que la stabilité de l'euro est « vitale »...

Les chinois n'utilisent jamais les mots en vain. L'utilisation de ce terme arrive pour la première fois et de la bouche de la ministre porte-parole du premier ministre chinois, la veille de son déplacement en Europe. Tout cela doit être vu et interprété comme un message très clair : l'Allemagne ne peut pas s'exempter de ses responsabilités.

Mais voyez-vous une certaine évolution dans la position allemande ?

Oui, mais elle est lente et insuffisante. Tout le débat qui a aujourd'hui lieu sur un mécanisme qui permette un « roulement » volontaire de la dette grecque par les banques qui la détiennent, pour 30 ans, est une manière un peu subreptice d'ouvrir le chemin à cela.

Et cela peut avoir un sens pour la Grèce et pour les autres pays qui se trouvent dans la même situation. Cela leur donne de meilleures conditions pour sortir du piège de la dette.

Surtout parce que, ce qui est prouvé – et il y a des études sur ce sujet – c'est qu'il n'y a pas une véritable trajectoire durable de réduction de la dette si les pays qui sont dans cette situation d'endettement ne réussissent pas à générer un excédent primaire. Ce qui veut dire une croissance économique d'environ 3%. Certaines études indiquent que pour réduire la dette à 60% du PIB – limite fixée par le PSC –, il faudrait jusqu'à 20 ans.

Mais nous sommes encore loin de l'idée de Delors d'une mutualisation de la dette, c'est-à-dire, la prise en charge de la dette grecque, du moins en partie, par l'Europe ?

Il y a plusieurs modalités possibles, ça ne vaut pas la peine d'entrer dans les détails. Ce qui est important est le principe en soi, de manière à créer auprès des marchés la perception que la trajectoire de réduction de la dette de ces pays doit être prise au sérieux. Dans ce sens, le signe que l'Europe doit donner aux marchés n'a pas encore eu lieu. Ce serait également le signe que, dans la zone euro, l'autorité monétaire et la politique économique sont convergentes, ce qui manque aujourd'hui.

Ceci nous renvoie vers la question de fond. Cette crise est-elle uniquement de la responsabilité des pays périphériques ou s'explique, en premier lieu, par un défaut congénital de l'architecture même de l'Union Economique et Monétaire, qui n'a jamais impliquée un gouvernement économique et une plus grande union politique ?

Dans le monde complexe dans lequel nous vivons, les théories de la cause unique n'ont pas de sens. Il n'y a jamais une seule cause et nous devons accepter que les explications simplistes sont, en règle générale, fausses.

Mais ce débat sur l'architecture de l'euro a commencé dès que la monnaie unique a été créée.

C'est vrai. Mais il n'est pas juste d'oublier que, au cours de ces deux dernières années, des avancées significatives dans le sens de la construction d'une gouvernance économique européenne ont été faites.

Ici aussi nous pouvons dire que le rythme de décision des institutions européennes est lent, en comparaison avec le rythme d'évolution de l'économie globale et en tenant en considération que les autres pays les plus performants du point de vue économique – la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud ou même les Etats Unis – ont des systèmes politiques qui leur permettent d'apporter des réponses plus rapides que celles de l'UE.

Cette réponse, qui est en cours, va dans le sens d'une plus grande intégration économique et politique. Apparemment, les citoyens européens avancent en sens inverse. Cela ne pourrait-il pas être le plus grand problème auquel l'Europe fait face ?

Ce que je vais dire peut paraître hétérodoxe mais, si nous centrons ce débat sur les institutions européennes, nous perdons de vue l'ensemble du problème, qui est plus large. Ce que ce sentiment et cette dérive des opinions publiques révèlent est la faiblesse des démocraties nationales. C'est l'incapacité des dirigeants nationaux d'avoir une base politique de soutien qui ait l'Europe comme axe central de sa propre légitimité démocratique. Ce problème se pose aujourd'hui sur les questions de nature européenne, mais aussi sur d'autres thèmes de la politique interne. L'immigration, le rejet des étrangers...

Qui est une question européenne...

La dimension de la question est européenne, mais une partie substantielle de cette politique est nationale et, d'une certaine manière, la croissance de ce populisme, de la xénophobie, de la méfiance face aux étrangers, tout cela sont des signes que nos démocraties nationales sont confrontées à de vieux fantasmes du passé qui reviennent vigoureusement et qui doivent être combattus, non seulement au nom d'un projet d'intégration européenne, mais aussi au nom de la propre solidité des démocraties nationales.

Jacques Delors disait récemment qu'il y a une crise européenne plus grave que la crise de l'euro : la crise du « sens » de l'Europe. Le récit européen qui est en train d'émerger de cette crise est un discours de division. Ceux du Nord et ceux du Sud, les bons et les mauvais élèves. Ceci peut avoir un lien avec l'affaiblissement accéléré des propres institutions européennes ?

Je ne veux pas fuir votre question, mais n'ayons pas d'illusions : si nous ne sommes pas capables de résoudre la crise de l'euro, ça ne vaut pas la peine de penser qu'un quelconque récit européen pourra surmonter les coûts d'une défaite dans ce domaine.

Ceci dit, il y a une deuxième dimension qui me paraît importante. Les européens ne se sont pas encore convaincus que les transformations si rapides qui se sont produites au niveau mondial sont en train de reléguer progressivement l'Europe vers un rôle secondaire sur la scène internationale.

Le sens essentiel du récit européen est aujourd'hui, précisément, d'éviter que l'Europe soit reléguée à un rôle secondaire sur la scène internationale. Non seulement du point de vue politique ou de la sécurité, mais aussi du point de vue économique, qui est fondamental pour la soutenabilité de son modèle social. C'est cette jonction des différentes composantes dans un fil conducteur que les dirigeants européens n'ont pas su faire jusqu'à présent.

Et les institutions européennes non plus. La voix des institutions européennes a disparu dans cette crise.

Du point de vue historique, les institutions européennes sont fortes seulement quand elles peuvent compter sur le soutien du moteur de l'intégration européenne. Et le paradigme historique de ce qu'on appelle le « moteur franco-allemand » a disparu. A cause de la revalorisation du poids de l'Allemagne réunifiée, mais aussi à cause d'une progressive subordination de la France vis-à-vis de l'Allemagne. Il n'y a pas d'institutions rédemptrices qui puissent s'affirmer en dehors de cette réalité.

La Grèce et le Portugal ont des situations différentes. Malgré cela, le Portugal peut-il apprendre quelque chose de l'expérience grecque ?

Je répète ce que j'ai déjà dit plusieurs fois : le mémorandum de la Troïka a bénéficié de l'apprentissage du cas grec et, ainsi, il faut reconnaître que ce qui a été accepté par le Portugal est différent de ce qui a été accepté par la Grèce. Il me semble abusif d'essayer de voir dans ce qui se passe en Grèce une sorte d'inévitabilité historique pour les portugais.

Ceci dit, il y a des questions qui ne peuvent pas être mises de côté. La cause des difficultés grecques concerne des questions qui peuvent se reproduire et des questions qui ne peuvent pas se reproduire. Celles qui peuvent se reproduire : la fuite des capitaux, une diminution des recettes de l'Etat suite à la récession économique, mais aussi, dans le cas de la Grèce, le mauvais fonctionnement de l'administration fiscale. L'administration fiscale portugaise n'a pas de comparaison possible.

Mais il y a encore une troisième dimension très importante, qui se pose aussi au Portugal : comment les fonds communautaires auxquels la Grèce et le Portugal ont accès peuvent-ils être utilisés pour exercer une fonction anticyclique face à des mesures récessives.

Mais cette possibilité est-elle réelle ou simplement une bonne intention ?

Quand on veut, on peut. Si nous avons cette possibilité, c'est dans notre intérêt de la saisir. Nous devons prouver que nous avons des projets véritablement tournés vers la compétitivité. Et il faut revisiter les conditions de la « coparticipation nationale », qu'elle soit publique ou privée.

Nombreux ont été ceux qui ont défendu que le programme de la Troïka intègre les réformes que le Portugal aurait déjà dû mettre en œuvre il y a longtemps. Les résistances de la machine de l'Etat et des intérêts installés vont-ils disparaître uniquement parce que le Portugal a besoin de l'argent que seule l'Europe peut lui donner ?

Ils ne vont pas disparaître, mais, du point de vue historique, le Portugal a toujours été meilleur pour répondre à la pression extérieure que pour trouver en lui-même la motivation pour le changement. A ceci s'ajoute que, contrairement aux résultats du Portugal dans l'athlétisme, dans la vie économique et politique, normalement, nous sommes meilleurs sprinters que marathoniens. Nous échouons dans la soutenabilité dans le temps, mais quand nous avons un objectif, un délai et une pression, jusqu'à présent nous avons réussi. La résistance va naturellement exister, mais la pression pour que nous réussissions est énorme. Il est possible d'amplifier les initiatives de lutte et de résistance ou de les réduire à l'essentiel. Cela dépend de comment les choses seront faites, car il y a différentes manières d'appliquer le mémorandum de la Troïka. Mais il y a, actuellement et du point de vue politique, le consensus nécessaire pour l'application des mesures...

Et du point de vue social ?

Du point de vue social, les partenaires sociaux font face à un test fondamental. Ils sont confrontés à la nécessité de montrer s'ils sont, ou pas, à la hauteur. Ils doivent être capables de trouver les convergences nécessaires qui garantissent la viabilité des réformes.

Et ceci sera-t-il possible ?

Le plus grand défi se pose aujourd'hui du côté des syndicats, qui doivent comprendre que la rhétorique de la simple défense des protestations et des droits acquis ne mène nulle part. Il y a deux manières de réagir à une situation de pression comme celle-ci. L'une est de se refermer sur soi et, probablement, savoir, même sans le

dire, qu'on va mourir lentement. L'autre est de contractualiser la répartition des sacrifices, qui sont inévitables. Et établir des règles sur les conditions de la relance économique dans lesquelles les intérêts de leurs représentés soient effectivement sauvegardés.

Par exemple ?

Plus important que de savoir si le « Taux Social Unique » doit diminuer d'un, quatre ou huit points, c'est de savoir au nom de quelles valeurs cette diminution a lieu. Si c'est pour renforcer la compétitivité des entreprises, ce qui peut inclure la création d'emplois ; ou si, au contraire, cette diminution est uniquement une manière d'augmenter la marge de bénéfice des entreprises, sans avoir aucune répercussion bénéfique sur la création d'emplois. Les syndicats devraient accepter la discussion et imposer leurs conditions.

Malgré tout, il est difficile d'imaginer à Lisbonne ce qui se passe actuellement à Athènes. Les gens viennent de choisir dans les urnes les partis de la Troïka.

Ma réponse ne peut-être qu'une manifestation d'espoir : j'espère que non. Mais il y a une question qui ne doit pas être occultée : une moindre sensibilité dans la manière de répartir les sacrifices conduit les gens à des attitudes de désespoir. Ceux qui refusent toute forme de contractualisation finissent par prendre une voie sans issue, à partir de laquelle la violence devient un résultat presque inévitable. Il faut expliquer que les réformes prennent du temps à générer l'effet prétendu et, entretemps, il faut donner aux gens un horizon d'espoir.

Avant la crise financière, il y avait déjà un grand changement de paradigme dans l'économie mondiale, qui a été le résultat de la mondialisation et de l'entrée en scène des économies émergentes, ce qui a changé les règles de la concurrence mondiale. C'est cette nouvelle réalité qui pose des problèmes à la social-démocratie, qui a aujourd'hui presque disparue de la gouvernance européenne ?

Le débat concernant la raison pour laquelle, suite à la crise des *subprimes*, les partis qui apparaissent comme les vainqueurs sont les partis plus à droite, quand la crise est une crise du capitalisme, est un débat très intéressant. Cette circonstance se traduit-elle en un axiome idéologique ou théorique ? Je n'irais pas aussi loin. En 2000, parmi les 15 pays de l'UE, 12 avaient des premiers ministres socialistes et sociaux-démocrates et, à cette époque, nous pouvions être tentés de déclarer la mort du libéralisme ou de la démocratie-chrétienne. Les problèmes qui se posent à la social-démocratie européenne découlent essentiellement de deux facteurs. Premièrement, du changement du paradigme social qui est lié au vieillissement de la population et aux attentes des classes moyennes, deux facteurs que la social-démocratie a mal gérés. Le deuxième est relatif à la mondialisation. La mondialisation génère de la richesse, mais ne garantit pas automatiquement une répartition plus équitable. Au contraire, les inégalités augmentent. Et au niveau national ceci est d'autant plus important que le grand instrument historique que la social-démocratie avait pour répondre au problème de l'inégalité, qui était la redistribution fiscale, n'existe plus. Il y a une concurrence fiscale qui ne le permet plus.

Dans quelle mesure ceci affecte-t-il la défense du modèle social, celui défendu par la social-démocratie ? Celui-ci est le grand argument programmatique des partis sociaux-démocrates, incluant celui du Portugal.

Je ne souscris pas à la thèse selon laquelle la défense du modèle social est le dernier argument dont la social-démocratie dispose. Il y a d'autres valeurs. La citoyenneté, les droits humains, l'égalité d'opportunités, entre autres, qui ne se limitent pas à la simple question de la cohésion sociale et de la répartition de la richesse.

Ceci était l'essence de la « stratégie de Lisbonne » et de la « troisième voie ». Cela n'a pas non plus donné de résultats extraordinaires.

Ceci nous mène très loin... L'investissement en éducation n'est pas économiquement productif dans un cycle court. Et, pendant ce temps-là, les chinois s'instruisent, tout comme les brésiliens, les indiens. Il y a une course vers le haut. C'est vrai. L'économie européenne semble moins réceptive à retirer tout le potentiel de croissance de ce facteur, pendant que ces sociétés, qui démarrent bien derrière nous, accomplissent de meilleurs résultats. Tout cela est très complexe.

Le Parti socialiste a été, au cours des 15 dernières années, pratiquement toujours au pouvoir au Portugal. Il a fermé un cycle dans une situation compliquée. Est-il en conditions de viabiliser le programme de la troïka que le gouvernement va appliquer ?

Naturellement le Parti Socialiste est lié aux objectifs qui figurent dans ce programme. Il y a des mesures très concrètes, sur lesquelles je n'ai aucun doute. Mais il y en a d'autres où la manière d'atteindre les objectifs est ouverte. La démocratie n'est pas suspendue avec le mémorandum de la Troïka, dans le sens où il y a de la place pour le dialogue démocratique et pour la présentation de différentes alternatives. Et le Parti Socialiste, étant lié aux objectifs, doit également dire comment il prétend les atteindre, en présentant des propositions concrètes. Si elles sont convergentes avec celles du gouvernement, tant mieux ; si ce n'est pas le cas, il faudra en discuter. Mais il doit les présenter.

www.notre-europe.eu

19 rue de Milan – 75009 – Paris – France

mail : info@notre-europe.eu